



La Lutte Ouvrière

O 2172 du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchévick-Léniniste)
Section Française de la 4^e Internationale

16, Passage Dubail, Paris X
Compte Chèque Postal Depaifre 1891.14 Paris

Abonnements : 1 an 12 francs
6 mois 6 francs

Pour imposer les Soviets partout, il faut un Parti révolutionnaire

La bourgeoisie poursuit par sa presse, par sa finance, par tous ses agents stipendiés, sa contre-offensive.

Et les uns après les autres, les chefs du Front populaire capitulent. Les deux cents familles ont ordonné que l'on brise désormais toute lutte des ouvriers. Le Sénat et les radicaux ont transmis l'ordre. Salengro-Blum ont obéi. Puis Cachin a approuvé. Thorez « a compris » les légitimes inquiétudes du Sénat. Aujourd'hui, c'est la direction de la C.G.T. qui se met « à la disposition du Ministre de l'Intérieur ». Parallèlement, à la faiblesse et à la capitulation des dirigeants, la force ouvrière se déploie. Plus d'un million de manifestants affirment leur volonté d'action contre le capitalisme et ses laquais fascistes.

Le grandiose défilé des sociétés d'entreprise impose déjà dans la rue la puissance des « Soviets partout ». Les Soviets chez Renault, chez Hotchkiss, chez Citroën ! Et des couches plus arrières font écho, à l'avant-garde de la métallurgie. « Les Soviets chez Hachette ! Les Soviets chez Maggi ! » Mais où est la direction qui fera surgir de ces immenses possibilités révolutionnaires, la victoire de la deuxième révolution française ?

1. Parti communiste, a qui la majorité des ouvriers fait confiance parce qu'il croit que ce parti veut et prépare la révolution, vient de tenir sa conférence nationale, pour démontrer que la révolution n'est pas possible, et que « Les Soviets partout », n'est pas un mot d'ordre actuel, alors que sont nés les premiers soviets. Il vient même, sur rapport de Gitton, de décider de se réorganiser, sur le terrain de la structure, non pour la révolution, mais pour la vie de famille.

Ce matin, Duclos, nous explique bien qu'il ne faut pas dépasser le programme bourgeois du Front populaire (au niveau d'Herriot-Chautoury, etc.). Il ajoute « nous qui disons que l'heure de la révolution sociale n'a pas sonné ».

Mais il y a des dizaines de milliers d'ouvriers qui pensent le contraire et qui veulent faire la révolution sociale.

C'est à ces ouvriers que nous disons « La victoire de la révolution n'est pas possible, sans un état-major et un Parti révolutionnaire qui le veuille réellement, et qui la dirige ».

Edifier avec vous ce Parti révolutionnaire de masses, les bolchéviques léninistes, le P.O.I., section française de la 4^e Internationale, n'ont pas d'autre intérêt, d'autre but, ni d'autre ambition.

DES ACTES !

« Le Sénat prenant acte des déclarations de M. Salengro au nom du gouvernement et comptant sur lui pour assurer l'ordre du public dans le complet respect des lois républicaines, passe à l'ordre du jour ». (Ordre du Jour).

MM. Cachin et Clamamus, sénateurs et chefs communistes ont voté POUR.

« La Chambre, confiante dans le gouvernement pour assurer l'intégrité de la défense nationale et reposant toute addition, passe à l'ordre du jour ».

Cet ordre du jour a été déposé par M. Duclos, secrétaire du parti communiste, après l'interpellation de Kérislis.

La nouvelle étape

LÉON TROTSKY

Il faut le répéter encore une fois : la presse sérieuse du capital, comme le Temps de Paris ou le Times de Londres, a apprécié de façon beaucoup plus juste et perspicace l'importance des événements de juin en France et en Belgique, que ne l'a fait la presse du Front populaire. Tandis que les journaux officiels socialistes et communistes, à la suite de Léon Blum, parlent de la réforme pacifique du régime social de la France », la presse conservatrice affirme que la révolution s'est ouverte en France et qu'à l'une des prochaines étapes elle prendra inévitablement des formes violentes. Il serait inexact de voir dans ce pronostic seulement ou surtout une tentative d'effrayer les propriétaires. Les représentants du grand capital savent regarder la lutte sociale de façon très réaliste. Les politiciens petits-bourgeois, au contraire, prennent volontiers leurs désirs pour la réalité : se tenant entre les classes fondamentales, le capital financier et le prolétariat, messieurs les « réformateurs » proposent aux deux adversaires de s'entendre sur la ligne moyenne, qu'ils ont à grand-peine élaborée à l'état-major du Front populaire et qu'eux-mêmes interprètent de façon différente. Il leur faudra, pourtant, se convaincre très rapidement qu'il est beaucoup plus facile de concilier les contradictions des classes dans des articles leaders que dans le travail gouvernemental, surtout au plus fort de la crise sociale.

Léon Blum et les deux cents familles

Au Parlement on a lancé à Blum l'accusation ironique qu'il avait mené les pourparlers au sujet des revendications des grévistes avec les représentants des « deux cents familles ». « Et avec qui m'aurait-il fallu parler ? » répondit ingénieusement le président du Conseil. C'est vrai, s'il faut mener des pourparlers avec la bourgeoisie, alors il faut choisir les véritables maîtres, qui sont capables de trancher pour eux et d'ordonner aux autres. Mais il était alors inutile de leur déclarer bruyamment la guerre ! Dans les cadres du régime bourgeois, de ses lois, de sa mécanique, chacune des « deux cents familles » est incomparablement plus puissante que le gouvernement Blum. Les magnats de la finance représentent le couronnement du système bourgeois de la France, et le gouvernement Blum, malgré tous ses succès électoraux, ne « couronne » qu'un intervalle temporaire entre les deux camps en lutte.

Les réformes ne sont pas viables dans le capitalisme décadent

Actuellement, dans la première moitié de juin, à un regard superficiel il peut sembler que tout est plus ou moins entré dans la norme. En fait dans les profondeurs du prolétariat, comme dans les sommets des classes dominantes, la préparation presque automatique d'un nouveau

conflit est en marche. Tout le fond de la chose est en ceci : les réformes, très pieuses en réalité, sur lesquelles se sont mis d'accord les capitalistes et les chefs des organisations ouvrières, ne sont pas viables, car elles sont au-dessus des forces du capitalisme déjà décadent, pris dans son ensemble. L'oligarchie financière, qui fait des affaires magnifiques au plus fort de la crise, peut, assurément, s'accommoder de la semaine de 40 heures, des congés payés, etc. Mais des centaines de milliers de moyens et petits industriels, sur qui s'appuie le capital financier et sur qui il fait retom-

14 Juillet !

Pour la première fois, les masses populaires ont assisté au défilé militaire et, suivant les instructions du P. C. et du P. S., ont accueilli Gouraud et autres « républicains » aux cris de : « Vive l'armée républicaine », « Vive la France républicaine ».

Le poison chauvin s'infiltrait dans les larges couleures populaires : « Les unités motorisées », la force de l'armée républicaine, munie des perfectionnements modernes », puis bientôt, la suite logique : la gare de l'Est, « à Berlin », terminus : Verdun, une croix blanche sur le ventre.

Le capitaine Vaillant-Couturier, en canaille avisée, écrit que les stalinien « sont fiers d'avoir réconcilié l'armée avec le peuple ».

Le succès numérique de la gigantesque manifestation de l'après-midi est un fait indéniable. Le Front populaire a aujourd'hui l'immense majorité de la population laborieuse de France.

C'est ce qu'exprimait l'interminable défilé des syndicats qui dura plus de 3 heures : toutes les corporations, jusqu'aux plus retardataires : les femmes de ménage avec leurs plumetis, les nettoyeurs de vitres, les crieurs de journaux.

Les dirigeants communistes ont fait de grands efforts pour éliminer les « Soviets partout », de même que les mots d'ordre de solidarité internationale : « Libérez Thaelmann ». Le cours nationaliste du P. C. s'accroît : l'interdiction scandaleuse faite aux étrangers de pas participer à la manifestation « dans leur propre intérêt » en est une expression particulièrement odieuse.

En général, les manifestants expriment la haine du fascisme : pour eux la Rocque reste le chef principal du fascisme, Doriot reste encore au second plan.

Une majorité énorme de drapeaux rouges, dix « Internationales » pour une « Marseillaise », malgré les efforts du P. C., « Vive la France » crient les jeunes filles communistes, tout de blanc vêtues...

Les métallos exprimaient leur volonté de défendre leurs conquêtes, de les élargir encore. D'autres criaient leurs espoirs : les employés de banque : « les banquiers en prison », les Messageries Hachette : « Les Soviets chez Hachette ». « Les Soviets chez Maggi ». Les ouvriers de chez Renault : « Les Soviets chez Renault ».

Quant on vient d'assister à une telle manifestation de la puissance des masses ouvrières et qu'on apprend que, quelques instants plus tard, les fascistes « dissous » ont pu manifester et assommer impunément des ouvriers antifascistes, on mesure toute l'ampleur de la trahison des prétendus chefs ouvriers.

Le P.O.I. a fait une distribution de tracts : « Soviets », qui a été bien accueilli, en particulier par les métallos, qui prenaient chaque tract et le rangeaient dans leur poche.

Des provocations de stalinistes contre les vendeurs de la Lutte Ouvrière, ont échoué.

Cependant, le soir un fonctionnaire stalinien a réussi à frapper sauvagement notre camarade Suzanne Charpy. Sans doute, un partisan de la réconciliation nationale contre les révolutionnaires.

ber maintenant les frais de son accord avec Blum, doivent soit se ruiner docilement, soit tenter, à leur tour, de faire retomber les frais des réformes sociales sur les ouvriers et les paysans, comme sur les consommateurs.

La ranimation économique

Certes, Blum a plus d'une fois développé à la Chambre et dans la presse la séduisante perspective d'une ranimation économique générale et d'une circulation qui s'étendrait rapidement, donnant la possibilité d'abaisser considérablement les frais généraux de la production et permettant par cela d'augmenter les dépenses en force de travail sans élever les prix des marchandises. C'est vrai, de tels processus économiques combinés se sont rencontrés plus d'une fois dans le passé ; toute l'histoire du capitalisme ascendant en est marquée. Le malheur est seulement que Blum tente d'appeler dans l'avenir un passé parti sans retour. Des politiciens soumis à de telles aberrations peuvent s'appeler socialistes et même communistes, en fait ils regardent non pas en avant, mais en arrière, et c'est pourquoi ils sont des freins du progrès.

Le capitalisme français, avec son célèbre « équilibre » entre l'agriculture et l'industrie, est entré après l'Italie et l'Allemagne dans le stade du déclin, mais de façon absolument irrésistible. Ce n'est pas une phrase de proclamation révolutionnaire, mais une réalité indubitable. Les forces productives de la France, ont dépassé les cadres de la propriété privée et les frontières de l'Etat. L'ingérence gouvernementale sur les bases du régime capitaliste ne peut qu'aider à faire passer les faux-frais de la décadence de certaines classes sur d'autres. Sur lesquelles précisément ? Quand il faut au président du conseil socialiste mener des pourparlers sur une répartition plus « équitable » du revenu national, il ne trouve pas, comme nous l'avons déjà entendu, de partenaires plus dignes que les représentants des deux cents familles. Ayant dans leurs mains tous les leviers fondamentaux de l'industrie, du crédit et du commerce, les magnats de la finance font retomber les frais de l'accord sur les « classes moyennes », les contraignant par cela même à entrer en lutte avec les ouvriers. C'est en cela qu'est actuellement le nœud de la situation.

La signification de la politique du juste milieu

Les industriels et les commerçants montrent aux ministres leurs livres de comptes et disent : « Nous ne pouvons pas ». Le gouvernement, se souvenant des vieux manuels d'économie politique, répond : « Il faut diminuer les frais de production ». Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. En outre, accroître la technique, c'est dans les conditions actuelles augmenter le chômage et en fin de compte approfondir la crise. Les ouvriers, de leur côté, protestent contre le fait que la montée des prix, qui commence, menace de dévorer leurs conquêtes. Le gouvernement ordonne aux préfets d'ouvrir la lutte contre la vie chère. Mais les préfets savent, par une longue expérience, qu'il est beaucoup plus facile de faire baisser le ton des journaux d'opposition que de faire baisser le prix de la viande. La vague de vie chère est encore entièrement devant nous.

Les petits industriels, les petits commerçants et derrière eux les paysans aussi, seront de plus en plus déçus par le F. P., dont ils attendaient le salut immédiat, avec une spontanéité et une naïveté plus grandes que les ouvriers. La contradiction politique fondamentale du Front populaire réside dans le fait que ceux qui sont à la tête de sa politique du juste milieu, craignant d'effrayer les classes moyennes, ne sortent pas des cadres de l'ancien régime social, c'est-à-dire de l'impasse historique.

Lire la suite page 2

La Bureaucratie se prépare à agir... contre les Révolutionnaires

La conférence nationale du Parti Communiste, vient de faire, sous la direction du P. C. la plus éclatante démonstration de sa volonté de freiner tout mouvement ouvrier au profit de la bourgeoisie démocrate, c'est-à-dire en définitive de la bourgeoisie tout court.

Thorez a dû faire face au danger de gauche, qui représente la volonté de lutte des travailleurs de ce pays pour qui le P. C. est encore l'espoir de la révolution ; il a dû en même temps rassurer une fois de plus la bourgeoisie en lui affirmant à nouveau qu'il n'avait aucune intention révolutionnaire. Ainsi s'accroît chaque jour davantage le divorce entre la direction du P. C. et les ouvriers révolutionnaires.

Thorez a souligné devant l'assemblée du Parti (pour bien montrer qu'il s'agissait non d'une déclaration habile pour tromper des journalistes bourgeois, mais de la politique réelle du Parti) qu'il comprenait « les inquiétudes de nos amis et alliés des classes moyennes », entendant par là M. Bienvenu-Martin et le « Sénat républicain » qui est le gardien vigilant des intérêts du grand capital.

Il a repris le mot d'ordre de faire payer les riches, soulignant bien qu'il s'agissait d'un prélèvement exceptionnel, ne frappant pas les fortunes au-dessous d'un million. Il a repris le mot d'ordre de « réconciliation du peuple de France » indiquant que « les émules d'Hitler ne doivent pas oublier que nous sommes en France ».

Il s'est opposé à l'exportation de l'or, non tant parce que c'est le prélude à la dévaluation et à la misère pour les masses laborieuses, mais parce que « personne ne peut ignorer l'importance du stock d'or au cas où la guerre serait imposée à notre peuple par le fascisme hitlerien ».

Il s'est félicité de ce que la politique du Front populaire ait permis au Parti radical « d'éviter la scission dont le menaçaient les agents de la réaction », oubliant précisément que les scissions dans le Parti radical n'étaient que l'expression du conflit des intérêts impérialistes qu'il représente avec la volonté de changement qui portait les classes moyennes.

Lire la suite page 2

Redoublons d'efforts

La plupart des groupes ont fait un grand effort pour la vente du Journal, et pour la phalange. Mais il reste de nombreux retardataires. Il faut absolument vendre dans la semaine, et mobiliser le maximum de souscriptions.

Il faut que nos amis nous aident, et souscrivez (Chèque Postal Depaifre 1891-14).

Tous les abonnés de Révolution et La Commune doivent se réabonner. L'effort ne doit pas se ralentir. Il faut absolument assurer la vie de notre arme principale, LA LUTTE OUVRIÈRE.

DES CETTE SEMAINE, REDOUBLONS D'EFFORTS.

POUR LA LUTTE OUVRIÈRE ABONNEZ-VOUS

Tous les camarades du Parti. Toutes les cellules, doivent prendre des carnets d'abonnements de la « Lutte Ouvrière ». Chaque membre du Parti doit abonner à notre Presse ses amis tous ceux qui sympathisent à nos efforts.

Le 14 juillet doit être le départ d'une nouvelle campagne d'abonnement, d'un nouveau développement de la Presse, de l'avant-garde révolutionnaire. En avant camarades ! Tous au travail.

Lire la suite page 2

Les grèves continuent

Les ouvriers de chez Say devront vendre les stocks et faire marcher l'usine

La grève dure depuis plus de 40 jours. Les ouvriers de ce bagne infect lemandaient comme dans les autres usines : 1^o augmentation de salaires ; 2^o suppression des brimades, du nouchardage ignoble et auraient bien voulu surtout la suppression d'un terrible système des primes qui oblige l'ouvrier à un travail exténuant qui au moindre prétexte pouvait l'être pas payé. Mais le comité de grève composé en majorité de bonnes réformistes n'a pas voulu entendre parler de cette dernière revendication et même, lorsque dernièrement les ouvriers ont hardiment soulevé cette revendication le comité de grève a démissionné et la C.G.T. l'a soutenu en supprimant son aide pour le ravitaillement. Tout simplement.

« Ou vous suivez votre direction, ou on vous laisse tomber ». Ce serait acceptable si le comité de grève aboutissait à quelque résultat positif. En réalité, même sur des tarifs de conciliation, qui à l'heure actuelle sont déjà dépassés par l'augmentation des prix de la vie, les délégués patronaux n'ont rien voulu entendre. Sous la pression de la C.G.T. et des stalinien, les ouvriers ont réélu les principaux dirigeants du comité de grève mais la colère gronde.

Fait caractéristique : Montjauvis était obligé de porter la contradiction à un ouvrier qui demandait la suppression des primes.

Ainsi la situation chez Say est tendue. Elle ne pourra pas se dénouer par des palabres au ministère du travail. Ce qu'il faudrait c'est un comité de grève qui n'ait pas peur de menacer et de dire par exemple aux patrons : « Attention, si vous de cédez pas nous saurons tenir quand même, et pour cela nous liquiderons les millions de nos os de sucre qui sont stockés dans le sous-sol de l'usine. Nous le vendrons à 1 franc le kilo aux chômeurs, aux travailleurs et si cela ne suffit pas, eh bien nous saurons faire marcher l'usine tout seuls, en faisant appel uniquement à la solidarité ouvrière, en demandant aux autres comités d'usine de nous venir en aide, et en nous préparant à la prise du pouvoir ».

Il est possible que la grève se termine avant que notre journal soit sorti. C'est cela toutefois qu'a promis Montjauvis. Mais les ouvriers ils n'en savent rien.

A quel point en sont les pourparlers ? Combien d'argent y a-t-il en caisse ?

Notre Parti Ouvrier Internationaliste, appelle tous ses militants au soutien le plus direct et le plus fraternel, des ouvriers en lutte qui comme chez Say, donnent un exemple magnifique d'abnégation et d'héroïsme. Tous les ouvriers doivent faire la chaîne et par l'action de solidarité la plus hardie, arrocher pour leurs camarades de chez Say et des autres entreprises en lutte les mêmes conquêtes que pour eux.

Si les patrons ne cèdent pas, les ouvriers de chez Say seront contraints de vendre les stocks et d'assurer eux-mêmes la marche de l'entreprise. Ils auront contre eux non seulement les patrons, mais les chefs syndicaux, les chefs socialistes et communistes. Mais, pas un ouvrier honnête ne manquera de les soutenir de toutes ses forces.

648 travailleurs parisiens versent leur obole à la propagande J.S.R.

La commission d'agitation-propagande (agit prop) J.S.R. a reçu le 14 juillet des travailleurs parisiens en 4 heures 775 fr. 40 pour sa propagande : « Contre les deux ans », et « pour la formation de comités populaires de masse ».

Bravo les jeunes B. L. !